



**Syndicat CGT des agents
du Département du MORBIHAN**

29 Rue du Port
56100 Lorient

SYND-CGT@morbihan.fr
02.97.12.48.39
06.12.43.24.39

Lundi 5 février 2024

Soutien aux agriculteurs en lutte !

La mobilisation des travailleurs du secteur agricole qui a débuté il y a maintenant 15 jours, est loin d'être terminée. Dans leur grande majorité, les agriculteurs ne sont pas dupes des manœuvres grossières et complices de la FNSEA et du gouvernement pour éteindre leur légitime colère. Car, à ce stade, les réponses du gouvernement se résument à des mesures qui bénéficient principalement à l'agro-industrie soutenue par la FNSEA.

Ces mesures ne répondent aucunement à la revendication centrale des agriculteurs: **La fixation d'un « prix plancher » et la nécessité d'un salaire minimum garanti.**

Pour gagner cette lutte vitale, les agriculteurs ont bien compris que le seul moyen que le gouvernement entende raison, c'était en se mobilisant massivement pour bloquer l'économie.

Cette lutte ne fait que commencer et elle nous concerne tous.

Car, aujourd'hui, cette bataille vitale pour de meilleurs salaires est partagée par l'ensemble des travailleurs en France et en Europe. Le « prix plancher » et la nécessité d'un salaire minimum garanti revendiqués par les agriculteurs pour pouvoir vivre de leur travail, trouvent un écho chez les agents de la fonction publique territoriale avec la **revendication de la hausse du point d'indice à hauteur de 6€** (niveau du point indice indexé à l'inflation). La CGT portera cette revendication lors de la journée de grève unitaire intersyndicale du 19 mars prochain. À l'instar des agriculteurs, cette journée doit servir d'impulsion pour un mouvement massif qui bloque l'économie, seul moyen de faire plier le gouvernement. Il nous faut préparer ensemble cette journée par des assemblées générales des personnels et des heures d'informations syndicales afin d'échanger sur nos revendications.

D'ici au 19 mars, le syndicat CGT des agents du Département du Morbihan appelle les personnels à faire front commun et à rejoindre toutes les initiatives des agriculteurs. Si nous nous retrouvons sur les revendications salariales, nous sommes aussi liés par les missions de services publics que nous exerçons et qui sont vitales pour les travailleurs agricoles.

Leur lutte pour de meilleurs revenus est la nôtre et nos luttes pour le développement des services publics sont les leurs !